

# T

# ENDANCES

## LOGEMENT

Août 2002 - Volume 7, numéro 8

Société canadienne d'hypothèques et de logement

### Le rythme annuel des mises en chantier résidentielles ralentit de 0,2 % en juillet

Au Canada, le nombre désaisonnalisé annualisé (DDA<sup>1</sup>) de mises en chantier a diminué de 0,2 %, passant de 200 800 (chiffre révisé<sup>2</sup>), en juin, à 200 300, en juillet.

Toujours en DDA, les mises en chantier de logements collectifs en milieu urbain ont augmenté de 4,6 %, pour atteindre 77 300 (contre 73 900 en juin), tandis que celles de logements individuels en milieu urbain ont fléchi de 4,6 %, passant de 102 500 à 97 800. En juillet, on estimait à 25 200 le nombre (en DDA) de mises en chantier dans les régions rurales. Ce nombre avait été fixé provisoirement à 25 900 pour juin, mais il a depuis été révisé à la baisse (24 400).

Les difficultés éprouvées sur les marchés boursiers sont favorables au marché de l'habitation. Des sommes ont été retirées du marché des actions pour être investies sur celui des obligations, ce qui a fait baisser les taux d'intérêt et les taux hypothécaires et contribué à soutenir la demande de logements.

Pour la période de janvier à juillet, le nombre réel de mises en chantier en milieu urbain affiche un bond de 27,1 % par rapport à la même période en 2001 (il y en a eu 100 148, contre 78 811). La hausse a été de 35,8 % sur le marché des logements individuels et de 16,6 % sur celui des collectifs. ■

### Sommaire

**Où les baby-boomers vivront-ils au cours des 10 prochaines années? --- 2**

**Effondrement des marchés boursiers : incidence possible sur l'habitation ----- 3**

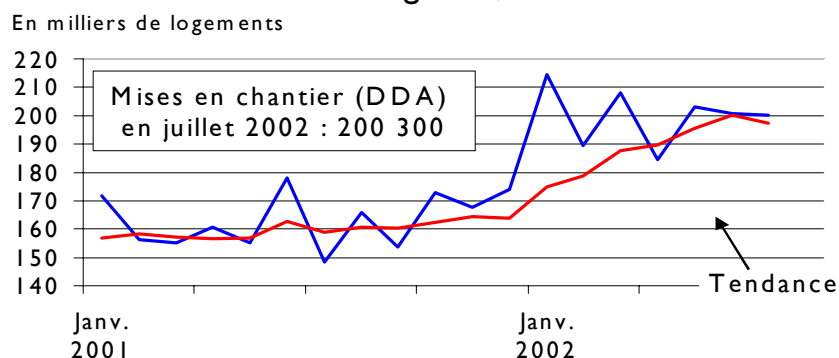
**À court terme, les taux hypothécaires resteront bas en raison de la faiblesse des marchés boursiers ----- 4**

**Marché locatif : le taux d'inflation des loyers commence à s'accroître - 4**

**Immigration : que s'est-il passé depuis le 11 septembre 2001? -----5**

**Tableaux ----- 6**

Mises en chantier au Canada, toutes les régions, en DDA\*



Source : *Tendances logement* de la SCHL  
\*Données désaisonnalisées annualisées



AU COEUR DE L'HABITATION  
Canada

<sup>1-2</sup> Voir notes à la page 2.

1. Toutes les données sur les mises en chantier mentionnées dans le présent communiqué (sauf s'il s'agit de chiffres réels) sont des données désaisonnalisées annualisées (DDA), c'est-à-dire des chiffres mensuels réels corrigés des variations saisonnières et multipliés par 12 afin de refléter le rythme d'activité sur un an.

2. Les données du mois le plus récent sont des données provisoires; elles peuvent être révisées pour tenir compte de corrections ou de mises à jour faites d'après les résultats du dénombrement trimestriel ou de l'enquête-échantillon.

#### Remarque

Avant juillet 2002, le *Relevé des mises en chantier et des achèvements* de la SCHL était fondé sur le dénombrement mensuel de l'activité dans les centres urbains de 10 000 habitants et plus. Depuis juillet, l'enquête est effectuée tous les mois dans les centres de 50 000 habitants et plus et tous les trimestres dans les agglomérations comptant entre 10 000 et 49 999 habitants. Le nombre estimatif de mises en chantier dans les centres de 10 000 habitants et plus (pour les provinces et pour le Canada) sera déterminé tous les mois à l'aide de modèles statistiques.

Aucun changement n'a été apporté à la méthode employée pour faire l'estimation du nombre de mises en chantier dans les régions rurales (secteurs autres que les centres urbains de 10 000 habitants et plus). Dans ces régions, l'enquête continue d'être réalisée tous les trimestres à partir d'un échantillon. Le nombre estimatif de logements mis en chantier dans toutes les régions du Canada continuera d'être déterminé mensuellement au moyen de modèles statistiques.

Collaborateurs : Paul Cardinal    Michel Laurence  
Ian Melzer            Ted Tsiakopoulos  
David Weingarden

#### Questions :

**David Weingarden, (613) 748-2354**  
ou [dweingar@cmhc-schl.gc.ca](mailto:dweingar@cmhc-schl.gc.ca)

**Abonnements : (613) 748-2006** ou  
<http://www.cmhc-schl.gc.ca/mktinfo/store>

© Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2002. Tous droits réservés. L'abonné est autorisé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement à se faire une copie électronique et une copie imprimée du présent document, à la condition toutefois que ce soit pour son usage personnel seulement. Il est donc interdit de reproduire, de modifier ou de redistribuer une partie quelconque de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, à d'autres fins que celle qui est susmentionnée (notamment à des fins commerciales), sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

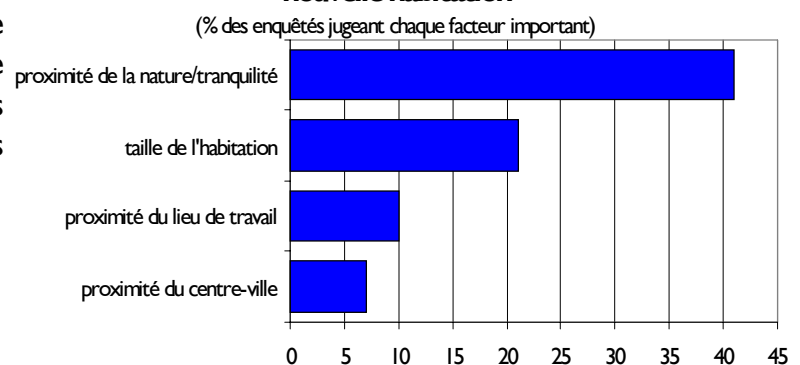
## Où les baby-boomers vivront-ils au cours des 10 prochaines années?

Les 45 à 64 ans forment un groupe très important au sein de la population. Ils ont été la source de nombreuses tendances sociales et ont fortement influencé le marché de l'immobilier au fil des ans. Comme les membres de ce groupe d'âge sont à la veille de leur retraite, les décisions qu'ils prendront en matière d'habitation pourraient avoir une incidence considérable sur le marché de l'immobilier.

- Pour mieux cerner l'incidence qu'ont les baby-boomers vieillissants sur le marché de l'habitation, la SCHL a réalisé une étude\* à l'été 2001 sur les préférences en matière de logement des chefs de ménage âgés entre 45 et 64 ans, dans les RMR de Montréal et de Québec.
- Trois chefs de ménage sur quatre préféreraient rester dans leur habitation actuelle, ce qui laisse entrevoir des occasions intéressantes pour le marché de la rénovation. En effet, un propriétaire de logement sur quatre pense entreprendre d'importantes rénovations d'ici cinq ans. Les projets de rénovation les plus souvent mentionnés par les répondants visent la cuisine et la salle de bain.
- Un chef de ménage sur quatre prévoit sérieusement déménager d'ici cinq à dix ans, principalement en raison du départ à la retraite. Les chefs de ménage ayant un revenu élevé sont les plus susceptibles de déménager. La plupart choisiront une habitation plus petite, surtout

parce que leurs enfants ne vivent plus avec eux. Ce qui influera le plus sur le choix des baby-boomers à la recherche d'un nouveau logement, c'est la recherche de la tranquillité et de la proximité de la nature. ■

### Importance des facteurs influant sur le choix d'une nouvelle habitation



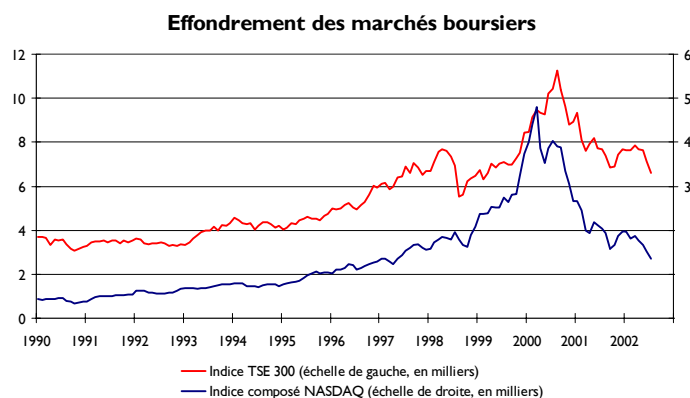
Source : Tendances logement de la SCHL

\* Résumé d'étude sur la trajectoire résidentielle des 45-64 ans dans les RMR de Montréal et Québec. SCHL, 2001.

## Effondrement des marchés boursiers : incidence possible sur l'habitation

L'effet de richesse se manifeste lorsque la variation de l'avoir net des ménages influe directement sur la confiance et les dépenses des consommateurs. Si l'effondrement récent des marchés boursiers a pesé sur la situation financière des ménages, il n'a pas encore provoqué de refroidissement important de la confiance ou de la demande de logements.

- L'effondrement du secteur de la haute technologie, les événements du 11 septembre et les irrégularités comptables découvertes dans certaines sociétés aux États-Unis ont durement ébranlé la confiance des investisseurs au cours des deux dernières années. Il en est résulté un fort dégageant sur les marchés boursiers nord-américains, le Dow Jones et le TSX ayant chuté au total de 34 et de 45 %, respectivement, par rapport aux sommets atteints au milieu de 2000. Vu le pourcentage élevé de ménages canadiens détenant des actions, directement et indirectement, il y a lieu de s'interroger sur l'incidence de ces événements sur les marchés de l'habitation au Canada.



Sources : *Tendances logement* de la SCHL; Statistique Canada

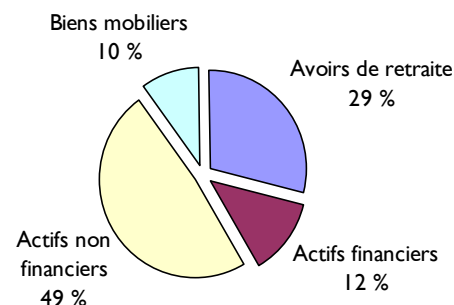
- La situation des marchés financiers peut notamment avoir un effet sur la demande de logements par l'entremise des marchés obligataires. Pour beaucoup d'investisseurs canadiens et étrangers, la mise au jour des fraudes comptables leur a fait perdre la confiance qu'ils avaient encore dans les revenus des sociétés et les a incités à réinvestir une bonne partie de leur capital personnel sur le marché des obligations, relativement sûr. La demande d'obligations canadiennes qui en a résulté a fait monter le prix des obligations et diminuer le rendement de celles-ci. Les grands prêteurs disposent donc de modalités de financement plus abordables, dont ils peuvent faire profiter les consommateurs désirant emprunter pour acheter une habitation, refinancer leur prêt hypothécaire ou entreprendre des rénovations. Cette situation laisse entrevoir des conditions favorables pour les consommateurs sur le marché de l'habitation,

qui préfèrent en général la stabilité d'un prêt hypothécaire fermé à long terme. (Voir les détails à la page 4.)

- Certains segments des marchés canadiens de l'habitation attirent aussi les investisseurs nerveux qui cherchent à investir des fonds temporairement dans des actifs tangibles, comme l'immobilier. Le marché des copropriétés est particulièrement intéressant. L'afflux de la demande de logements a fait gonfler les prix sur les principaux marchés du Canada, surtout dans le secteur des copropriétés. Par conséquent, l'investissement dans ce secteur offre des gains en capital alléchants, ainsi que la possibilité de tirer des revenus de la location des logements, gains qui ont largement dépassé le rendement offert récemment par les autres actifs financiers. En outre, le rendement des investissements immobiliers a aussi été favorisé par les marchés locatifs serrés dans les grandes villes canadiennes.

### Actifs des ménages canadiens

La résidence principale représente la plus grosse partie des actifs non financiers



Sources : *Tendances logement* de la SCHL; Statistique Canada

- Souvent, on dit que c'est lorsque la variation de la richesse individuelle transparaît dans le bilan des finances personnelles des consommateurs qu'elle influe sur la confiance et les dépenses de ces derniers. On estime que toute dépréciation des actifs, signe d'un affaiblissement de la richesse, entraîne une diminution des dépenses, ce qui exerce des pressions à la baisse sur les bénéfices des sociétés, freine la croissance de l'emploi et, par conséquent, peut provoquer à la longue un relâchement de la demande de logements. Même si ce scénario ne s'est pas encore produit aux États-Unis ou au Canada, le risque qu'il se réalise à plus long terme subsiste encore. ■

## À court terme, les taux hypothécaires resteront bas en raison de la faiblesse des marchés boursiers

Même si la faiblesse des marchés boursiers a quelques effets négatifs sur l'économie en général, elle contribue à maintenir les taux hypothécaires à de bas niveaux et à soutenir le marché de l'habitation.

- Le recul des marchés boursiers observé ces deux dernières années a contribué à la baisse des taux hypothécaires. Lorsque les gens ont commencé à retirer les sommes qu'ils avaient investies dans des actions, ils se sont surtout tournés vers le marché des obligations, celles-ci étant jugées plus sûres que les actions. Du fait de ce déplacement des investissements, le prix des obligations s'est accru, tandis que le rendement de celles-ci (taux d'intérêt) a diminué.
- Puisque les prêts hypothécaires sont principalement financés sur le marché obligataire, les banques tendent à abaisser les taux hypothécaires lorsque le rendement des obligations décroît, faisant ainsi profiter les consommateurs de la réduction des taux. Par exemple, le rendement des obligations à cinq ans du gouvernement du Canada est passé de 4,99 à

4,06 % au cours des trois derniers mois seulement, baisse qui a été suivie par une détente des taux hypothécaires à cinq ans, qui sont descendus de 7,45 à 6,85 % pendant la même période.

- Si les marchés boursiers demeurent faibles, les investisseurs continueront probablement de préférer investir sur le marché obligataire. Les taux d'intérêt et les taux hypothécaires pourraient donc rester bas au cours des prochains mois. Ce serait une bonne nouvelle pour le marché de l'habitation. ■

La faiblesse des marchés boursiers garde les taux d'intérêt à de bas niveaux

	13 août	Variation en points de base sur		
		3 mois	1 an	2 ans
Taux hypothécaires (5 ans)	6,85	-60	-90	-140
Obligations du Can. (5 ans)	4,06	-93	-114	-194

Sources : Tendances logement de la SCHL, Banque du Canada

## Marché locatif : le taux d'inflation des loyers commence à s'accroître

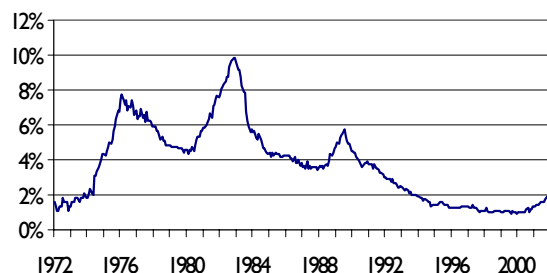
Après avoir reculé durant presque dix ans, le taux d'inflation du coût de location des logements locatifs a commencé à monter, mais il reste bas en comparaison des niveaux historiques.

- Le taux d'inflation des loyers commence à remonter, après s'être détendu pendant presque 10 ans. Depuis 1993, ce taux mesuré d'une année sur l'autre était resté sous les 2 %, une barre qu'il a toutefois dépassée cette année. Cependant, il suit le taux d'inflation des prix à la consommation et demeure bien inférieur aux niveaux observés par le passé.
- La progression récente de ce taux pourrait s'expliquer par l'amenuisement des stocks de logements locatifs inoccupés. En outre, les tout premiers membres de la deuxième génération du baby-boom commencent à entrer sur le marché locatif, ce qui augmente la pression qui pèse sur ce dernier.
- Bien entendu, cette tendance ne se manifeste pas avec la même intensité partout au Canada. Si l'on regarde du côté des grandes villes, c'est à Edmon-

ton, à Ottawa et à Toronto que les loyers augmentent le plus rapidement, et à Charlottetown et à Thunder Bay qu'ils progressent le plus lentement. ■

### Logements locatifs : hausse des loyers

(Taux d'inflation des loyers au Canada, variation d'une année à l'autre)



Sources : Tendances logement de la SCHL; Statistique Canada

## Immigration : que s'est-il passé depuis le 11 septembre 2001?

Les attaques terroristes dirigées contre les États-Unis le 11 septembre 2001, ainsi que l'incertitude et les préoccupations accrues en matière de sécurité qu'elles ont entraînées en Amérique du Nord, ont-elles eu des répercussions sur l'immigration au Canada?

- Avant les attentats du 11 septembre, le nombre d'immigrants entrés au Canada pour y obtenir la résidence permanente avait augmenté chaque mois par rapport au mois correspondant de 2000 (voir le tableau 1). De janvier à août 2001, 22 236 immigrants avaient été accueillis en moyenne par mois, soit 20,1 % de plus que la moyenne mensuelle des huit premiers mois de 2000 (18 508).
- Après les attentats, on a assisté à un brusque revirement. De septembre à décembre 2001, l'immigration a affiché tous les mois une diminution par rapport aux mêmes mois en 2001. Durant les quatre derniers mois de 2001, la moyenne d'immigrants entrés au Canada est descendue à 18 179, soit un recul de 8,3 % par rapport à la même période l'année précédente.
- Or, cette tendance à la baisse ne s'est pas maintenue en 2002. De janvier à juin 2002, l'immigration a été en hausse tous les mois par rapport aux mois correspondants de 2001; la moyenne d'immigrants a atteint 22 270 par mois, une progression de 4 % par rapport à la moyenne mensuelle pour la période allant de janvier à juin 2001 (21 419).
- En somme, de septembre 2001 à juin 2002, la moyenne mensuelle d'immigrants arrivés au

Canada a été de 20 633, ce qui représente une baisse de moins de 1 % comparativement à la moyenne mensuelle enregistrée de septembre 2000 à juin 2001, c'est-à-dire 20 783 (voir le tableau 2).

- Ces données donnent à penser que les attaques terroristes, ainsi que l'incertitude et les préoccupations accrues en matière de sécurité qu'elles ont entraînées en Amérique du Nord, ont eu une incidence modérée et de courte durée sur l'immigration au Canada. L'incidence la plus marquée – un repli en glissement annuel de l'immigration mensuelle – s'est manifestée seulement au cours des quatre derniers mois de 2001. Même si la croissance de l'immigration (mesurée chaque mois par rapport au mois correspondant de l'année précédente) a repris, elle demeure plus faible qu'elle ne l'était avant les événements du 11 septembre.
- De forts niveaux d'immigration stimuleront la demande de logements, surtout dans les quatre grandes provinces du Canada. Certains immigrants arrivent au pays avec assez de ressources pour acheter une habitation. Les autres commencent en général par louer un logement; ils achètent après avoir vécu de 10 à 15 ans au Canada.\*■

Tableau 1

Immigration au Canada (moyenne mensuelle)

	2000	2001	Variation
De janv. à août	18 508	22 236	20,1%
De sept. à déc.	19 830	18 179	-8,3%
	2001	2002	
De janv. à juin	21 419	22 270	4,0%

Sources : Tendances logement de la SCHL  
Citoyenneté et Immigration Canada

Tableau 2

Immigration au Canada (moyenne mensuelle)

De sept. 2000 à juin 2001	20 783
De sept. 2001 à juin 2002	20 633
Variation en %	-0,7%

Sources : Tendances logement de la SCHL  
Citoyenneté et Immigration Canada

\* Les immigrants et le marché de l'habitation canadien. SCHL, 1996



## Données sur le marché de l'habitation (DDA)

2001 T4:01 T1:02 T2:02 M5:02 M6:02 M7:02

## Mises en chantier, en milliers de logements

<b>Canada, toutes catégories et régions</b>	<b>162,7</b>	<b>171,6</b>	<b>204,2</b>	<b>195,7</b>	<b>202,5</b>	<b>200,8</b>	<b>201,1</b>
Variation en %	7,3	9,8	19,0	-4,2	9,6	-0,8	0,1
<b>Canada, toutes catégories, régions rurales</b>	<b>20,5</b>	<b>20,1</b>	<b>29,5</b>	<b>24,4</b>	<b>24,4</b>	<b>24,4</b>	<b>25,2</b>
Variation en %	-0,7	6,9	46,8	-17,3	0,0	0,0	3,3
<b>Canada, toutes catégories, régions urbaines</b>	<b>142,3</b>	<b>151,5</b>	<b>174,7</b>	<b>171,3</b>	<b>178,1</b>	<b>176,4</b>	<b>175,9</b>
Variation en %	8,6	10,2	15,3	-1,9	11,1	-1,0	-0,3
<b>Canada, log. individuels, régions urbaines</b>	<b>78,2</b>	<b>85,0</b>	<b>97,6</b>	<b>102,7</b>	<b>107,4</b>	<b>102,5</b>	<b>98,6</b>
Variation en %	5,2	9,3	14,8	5,2	9,1	-4,6	-3,8
<b>Canada, log. collectifs, régions urbaines</b>	<b>64,1</b>	<b>66,5</b>	<b>77,1</b>	<b>68,6</b>	<b>70,7</b>	<b>73,9</b>	<b>77,3</b>
Variation en %	13,0	11,4	15,9	-11,0	14,2	4,5	4,6
<b>Terre-Neuve, toutes catégories et régions</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>
Variation en %	22,5	5,0	-19,0	52,9	25,0	-20,0	-16,7
<b>Île-du-Prince-Édouard, toutes catégories et régions</b>	<b>0,7</b>	<b>1,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>
Variation en %	-4,9	37,5	-54,5	60,0	85,7	-53,8	66,7
<b>Nouvelle-Écosse, toutes catégories et régions</b>	<b>4,1</b>	<b>4,5</b>	<b>4,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>	<b>4,7</b>	<b>4,2</b>
Variation en %	-7,7	9,8	-4,4	7,0	9,1	-2,1	-10,6
<b>Nouveau-Brunswick, toutes catégories et régions</b>	<b>3,5</b>	<b>4,5</b>	<b>2,4</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>4,3</b>	<b>2,5</b>
Variation en %	12,4	32,4	-46,7	70,8	-14,0	16,2	-41,9
<b>Québec, toutes catégories et régions</b>	<b>27,7</b>	<b>31,0</b>	<b>41,4</b>	<b>39,7</b>	<b>39,2</b>	<b>40,5</b>	<b>43,8</b>
Variation en %	12,1	20,6	33,5	-4,1	-1,3	3,3	8,1
<b>Ontario, toutes catégories et régions</b>	<b>73,3</b>	<b>72,7</b>	<b>89,6</b>	<b>79,9</b>	<b>84,8</b>	<b>79,8</b>	<b>91,3</b>
Variation en %	2,5	3,1	23,2	-10,8	13,1	-5,9	14,4
<b>Manitoba, toutes catégories et régions</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>
Variation en %	15,7	-3,4	21,4	5,9	18,2	-5,1	-2,7
<b>Saskatchewan, toutes catégories et régions</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>2,8</b>
Variation en %	-5,3	15,4	-23,3	4,3	-11,1	-8,3	27,3
<b>Alberta, toutes catégories et régions</b>	<b>29,2</b>	<b>32,2</b>	<b>39,9</b>	<b>38,3</b>	<b>38,3</b>	<b>39,9</b>	<b>28,5</b>
Variation en %	11,1	15,4	23,9	-4,0	3,8	4,2	-28,6
<b>Colombie-Britannique, toutes catégories et régions</b>	<b>17,2</b>	<b>17,7</b>	<b>18,7</b>	<b>19,7</b>	<b>21,1</b>	<b>22,7</b>	<b>21,4</b>
Variation en %	19,5	7,9	5,6	5,3	37,9	7,6	-5,7

SOURCE : SCHL

Toutes les données sont désaisonnalisées et annualisées (DDA); celles du mois le plus récent sont provisoires.  
Variation en % : variation par rapport à la période précédente.

## Mises en chantier en régions urbaines (DDA\*)

	2001	T4:01	T1:02	T2:02	M5:02	M6:02	M7:02
<b>Canada</b>	<b>142,3</b>	<b>151,5</b>	<b>174,7</b>	<b>171,3</b>	<b>178,1</b>	<b>176,4</b>	<b>175,9</b>
<b>Terre-Neuve</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>1,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>
<b>Nouvelle-Écosse</b>	<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>2,7</b>
<b>Nouveau-Brunswick</b>	<b>2,2</b>	<b>3,5</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>1,7</b>
<b>Québec</b>	<b>21,9</b>	<b>25,0</b>	<b>31,6</b>	<b>31,3</b>	<b>30,8</b>	<b>32,1</b>	<b>34,4</b>
<b>Ontario</b>	<b>70,3</b>	<b>69,6</b>	<b>83,2</b>	<b>77,0</b>	<b>81,9</b>	<b>76,9</b>	<b>86,9</b>
<b>Manitoba</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>
<b>Saskatchewan</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>
<b>Alberta</b>	<b>24,5</b>	<b>27,9</b>	<b>32,2</b>	<b>32,3</b>	<b>32,3</b>	<b>33,9</b>	<b>23,3</b>
<b>Colombie-Britannique</b>	<b>15,7</b>	<b>16,4</b>	<b>17,6</b>	<b>18,5</b>	<b>19,9</b>	<b>21,5</b>	<b>20,5</b>

\* En milliers de logements, en données désaisonnalisées.

## Principaux indicateurs du marché de l'habitation

	2001	T4:01	T1:02	T2:02	M5:02	M6:02	M7:02
<b>Logements neufs*</b>							
<b>Indiv. et jum. achevés et inocc., en milliers</b>	<b>5,8</b>	<b>5,7</b>	<b>5,3</b>	<b>5,1</b>	<b>4,9</b>	<b>4,8</b>	<b>n.d.</b>
Variation en %	-7,0	-3,0	-6,7	-5,5	-1,9	-0,2	n.d.
<b>Rang. et app. achevés et inocc., en milliers</b>	<b>6,1</b>	<b>5,7</b>	<b>5,2</b>	<b>5,2</b>	<b>5,2</b>	<b>5,4</b>	<b>n.d.</b>
Variation en %	-23,4	-17,1	-8,6	0,4	-2,3	3,9	n.d.
<b>Indice des prix (1992 = 100)</b>	<b>106,1</b>	<b>107,1</b>	<b>108,2</b>	<b>109,9</b>	<b>110,0</b>	<b>110,3</b>	<b>110,5</b>
Variation en %	2,7	0,5	1,1	1,5	0,6	0,3	0,2
<b>Logements existants**</b>							
<b>Ventes S.I.A. (en milliers de logements)</b>	<b>380,6</b>	<b>424,0</b>	<b>464,4</b>	<b>411,6</b>	<b>409,2</b>	<b>385,9</b>	<b>387,9</b>
Variation en %	14,0	11,7	9,5	-11,4	-7,2	-5,7	0,5
<b>Prix moyens S.I.A. (en milliers de \$)</b>	<b>171,6</b>	<b>176,7</b>	<b>182,9</b>	<b>186,4</b>	<b>186,5</b>	<b>184,8</b>	<b>185,3</b>
Variation en %	4,7	1,8	3,5	1,9	-0,6	-0,9	0,3
<b>Marché hypothécaire</b>							
<b>Taux hypothécaire à 1 an (en %)</b>	<b>4,60</b>	<b>4,60</b>	<b>5,30</b>	<b>5,55</b>	<b>5,55</b>	<b>5,55</b>	<b>5,35</b>
<b>Taux hypothécaire à 5 ans (en %)</b>	<b>6,85</b>	<b>6,85</b>	<b>7,30</b>	<b>7,25</b>	<b>7,40</b>	<b>7,25</b>	<b>7,05</b>

SOURCES : SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble.

Variation en % : variation par rapport à la période précédente.

n.d. : données non disponibles.

\*Données désaisonnalisées. \*\*Données désaisonnalisées et annualisées (DDA).